

FORMULE 60G.2

DÉCLARATION SOLENNELLE DU TIERS SAISI  
VISÉ PAR LA SAISIE-ARRÊT D'UN CRÉDIT DE PRESTATIONS DE PENSION  
(article 14.1 de la *Loi sur la saisie-arrêt*)

COUR DU BANC DU ROI (DIVISION DE LA FAMILLE)  
Centre \_\_\_\_\_

ENTRE :

(nom)	créancier
-et-	
(nom)	débiteur
-et-	
(nom)	tiers saisi

DÉCLARATION SOLENNELLE DU TIERS SAISI  
VISÉ PAR LA SAISIE-ARRÊT D'UN CRÉDIT DE PRESTATIONS DE PENSION  
(article 14.1 de la *Loi sur la saisie-arrêt*)

(Remplir le paragraphe 1 et l'un ou l'autre des paragraphes 2, 3 et 4, en rayant les paragraphes sans objet et en apportant les modifications voulues)

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, de la (du) (ville, etc.) de \_\_\_\_\_, dans  
(nom et prénom(s) du déclarant)

la (province, etc.) du \_\_\_\_\_, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis le (si le déclarant est un dirigeant, un administrateur, un associé, un propriétaire, un membre ou un employé du tiers saisi, indiquer la nature de ses fonctions) tiers saisi nommé dans l'avis de saisie-arrêt.

**(Remplir le paragraphe 2 si le paiement n'est pas remis du fait que le tiers saisi nommé dans l'avis de saisie-arrêt n'est pas un tiers saisi au sens du paragraphe 14.1(1) de la *Loi sur la saisie-arrêt*.)**

2. (Le tiers saisi nommé dans les présentes n'est pas / Je ne suis pas) un tiers saisi au sens du paragraphe 14.1(1) de la *Loi sur la saisie-arrêt*, en ce sens (qu'il n'est ni / que je ne suis ni) l'administrateur ni le fiduciaire d'un régime de retraite dans lequel le débiteur a un crédit de prestations de pension ni :

a) l'employeur qui a constitué ou qui administre un régime de retraite pour des employés, dont le débiteur est un participant;

b) une institution, notamment un établissement financier, qui, ou bien établit un régime de prestations de retraite – dont est propriétaire le débiteur – d'un des genres prévus par règlement pris en application de la *Loi sur les prestations de pension*, ou bien en est le dépositaire.

**(Remplir le paragraphe 3 lorsqu'est remis un montant inférieur à celui que demande le fonctionnaire désigné dans l'avis de saisie-arrêt.)**

3. Je fais parvenir au fonctionnaire désigné, dans le cadre du Programme d'exécution des ordonnances alimentaires, la somme de \_\_\_\_\_ \$, somme qui est inférieure au montant indiqué dans l'avis de saisie-arrêt. Je fais parvenir cette somme parce que :

a) le crédit de prestations de pension du débiteur, au \_\_\_\_\_,  
(date de signification de l'avis de saisie-arrêt)  
s'élevait à \_\_\_\_\_ \$.

b) le crédit net de prestations de pension du débiteur est de \_\_\_\_\_ \$, ce crédit net correspondant au crédit de prestations de pension du débiteur moins les retenues suivantes permises et prescrites par règlement d'application de la *Loi sur les prestations de pension* :

(i) Impôt retenu : \_\_\_\_\_ \$,

(ii) montant du crédit de prestations de pension du débiteur dû à une autre personne en vertu du paragraphe 31(2) de la *Loi sur les prestations de pension* à la date de signification de l'avis de saisie-arrêt :  
\_\_\_\_\_ \$ (indiquer le montant à la date de signification),

(iii) autres retenues permises et prescrites par règlement : \_\_\_\_\_ \$ (donner les détails).

**(Remplir le paragraphe 4 lorsque le paiement demandé dans l'avis de saisie-arrêt n'est pas remis du fait que le tiers saisi a été avisé qu'une personne pourrait avoir droit, à la date de signification de l'avis de saisie-arrêt, au partage du crédit de prestations de pension du débiteur en vertu du paragraphe 31(2) de la *Loi sur les prestations de pension* et que, par conséquent, le paragraphe 14.2(3) de la *Loi sur la saisie-arrêt* s'applique.)**

4. Le paiement demandé dans l'avis de saisie-arrêt n'est pas remis pour le motif que (le tiers saisi a/ j'ai) été avisé(e) du fait qu'une personne pourrait avoir droit, à la date de signification de l'avis de saisie-arrêt, au partage du crédit de prestations de pension du débiteur en vertu du paragraphe 31(2) de la *Loi sur les prestations de pension*.

(A) (i) Les nom et adresse de la personne sont les suivants :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

(ii) (Le tiers saisi n'est pas / Je ne suis pas) au courant du nom et de l'adresse (ou du nom ou de l'adresse) de la personne, mais (il a / j'ai) fait les démarches suivantes pour établir ces renseignements :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

(B) Les détails de l'avis (que le tiers saisi a / que j'ai) reçus à propos de l'intérêt de cette personne sont les suivants :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

(C) (Le tiers saisi a / J'ai) effectué les démarches suivantes afin d'établir si la personne a droit au partage du crédit de prestations de pension du débiteur :

---

---

---

5. Je fais la présente déclaration solennelle en la croyant en toute conscience vraie et en sachant qu'elle a la même portée que si elle était faite sous serment.

FAIT devant moi dans la (le) \_\_\_\_\_ )  
(ville, etc.) de \_\_\_\_\_ , )  
dans la (province, etc.) de \_\_\_\_\_ , )  
le \_\_\_\_\_. (date) ) (signature du déclarant)  
\_\_\_\_\_  
Commissaire aux serments (ou selon le cas)

*(La présente formule peut être modifiée, au besoin, afin d'être utilisée après que le tribunal a statué sur les droits et les obligations prévus par l'avis de saisie-arrêt visé à l'article 14.1 de la **Loi sur la saisie-arrêt.**)*